

F. 82 — 1159

12 JUILLET 1982. — Arrêté de l'Exécutif relatif aux primes accordées en vue de la création ou de la modernisation dans les bâtiments existants, de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôte.

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes de la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte, notamment les articles 7 et 8;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif chargé du budget;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 13 janvier 1981;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et après en avoir délibéré,

Arrêtons :

Article 1er. § 1er. La prime visée à l'article 7 du décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambre d'hôte, ci-après dénommé « le décret », est accordée aux conditions suivantes :

- 1° le demandeur ne peut être une société commerciale;
- 2° les travaux doivent exclusivement servir à l'équipement ou à la transformation de bâtiments existants en vue d'y créer des logements visés à l'article 1er du décret précité, ou à la modernisation de ceux-ci;
- 3° les travaux doivent être entamés après le 1er janvier de l'année de la demande et terminés au plus tard à la fin de l'année suivante;
- 4° le coût des travaux ne peut être inférieur à 50 000 francs;
- 5° le demandeur doit, au moment de la demande, s'engager par écrit à solliciter, s'il ne l'a pas déjà obtenue, l'autorisation visée à l'article 2 du décret qui correspond au type de logement pour lequel la prime sera octroyée. La demande d'autorisation doit être introduite au plus tard à l'achèvement des travaux.

§ 2. La prime ne peut être accordée pour l'acquisition d'un immeuble.

§ 3. Si les travaux ont déjà été subventionnés par l'Etat, la Communauté ou la Région, la prime n'est pas accordée.

Art. 2. La demande de prime est adressée, en double exemplaire, au Ministre ayant le tourisme dans ses attributions.

Elle est motivée et accompagnée de tous les documents et de tous les renseignements utiles, notamment d'un projet d'estimation des coûts, indiquant la description des travaux et les prix unitaires des matériaux, ainsi que, le cas échéant, d'un plan coté des travaux et d'une copie conforme du permis de bâtir.

Art. 3. § 1er. La prime s'élève à 25 p.c. du coût des travaux et au maximum à 200 000 francs par gîte rural, gîte à la ferme ou meublé de tourisme et à 50 000 francs par chambre d'hôte.

§ 2. La prime est payée :
— au propriétaire ou à l'emphytéote, qui occupe personnellement l'immeuble;

— au locataire fermier, à condition qu'il supporte lui-même le coût des travaux et qu'il s'engage à maintenir l'affectation du bien pendant neuf ans à dater du 1er janvier de l'année au cours de laquelle la prime a été payée.

§ 3. La prime n'est payée qu'après l'achèvement des travaux et sur production des pièces justificatives des dépenses.

Elle ne peut être payée avant que le bénéficiaire ait obtenu l'autorisation visée à l'article 1er, § 1er, 5°.

Art. 4. Le titulaire de l'autorisation visée à l'article 1er, § 1er, 5°, doit rembourser la prime :

— lorsqu'il change, sans l'autorisation du Ministre ayant le tourisme dans ses attributions, l'affectation des locaux qui ont été équipés ou transformés;

— lorsqu'il renonce à l'autorisation visée à l'article 1er, § 1er, 5°, ou que celle-ci est définitivement retirée.

L'alinéa 1er n'est applicable que si le changement d'affectation des locaux, la renonciation à l'autorisation ou le retrait de celle-ci ont lieu dans un délai de quinze ans qui prend cours le 1er janvier de l'année au cours de laquelle la prime a été payée. Le délai est réduit à neuf ans en ce qui concerne les gîtes à la ferme et les chambres d'hôte établies à la ferme.

Le bénéficiaire de la prime est tenu de souscrire un engagement selon la formule annexée au présent arrêté.

Art. 5. La personne qui sollicite l'octroi d'une prime autorise, par là-même, le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions, à faire procéder sur place aux vérifications utiles.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre ayant le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

Annexe

Formule de l'engagement à souscrire par le bénéficiaire d'une prime en vue de la création et/ou de la modernisation des gîtes ruraux, des gîtes à la ferme, des meublés de tourisme et des chambres d'hôte

Le (la) soussigné(e) meublés de tourisme et chambres d'hôte, et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet 1982, relatif reconnaît avoir reçu de la Communauté française aux primes accordées en vue de la création ou de la modernisation à titre d'intervention dans les dépenses relatives à dans les bâtiments existants de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôte.

et il (elle) affirme avoir pris connaissance de toutes les dispositions du décret du 16 juin 1981 organisant les gîtes ruraux, les gîtes à la ferme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte (1); de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet 1982, relatif aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, Il (elle) s'engage dès lors à rembourser la prime reçue si, sauf autorisation du Ministre qui a le tourisme dans ses attributions, l'affectation des travaux d'équipement et/ou de transformation réalisés n'est pas maintenue jusqu'au 31 décembre 19...

Il (elle) s'engage également à rembourser le montant de la prime si, avant la date précitée, il (elle) renonce à l'autorisation prévue à l'article 2 du décret du 16 juin 1981, ou est l'objet d'une suspension définitive de celle-ci, conformément à l'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 juillet

1982 relatif aux gîtes ruraux, gîtes à la ferme, meublés de tourisme et chambres d'hôte.

Fait à ...

(Signature)

(1) *Moniteur belge* du 11 juillet 1981, pp. 8897 et 8898.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 12 juillet 1982.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

VERTALING

N. 82 — 1159

12 JULI 1982. — Besluit van de Executieve betreffende de premies toegekend met het oog op de oprichting of de modernisering van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers in bestaande gebouwen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 juni 1981 tot inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers, inzonderheid op artikelen 7 en 8;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve, belast met de begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 januari 1981;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1982 houdende de regeling van haar werking;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap en na beraadslaging,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. De premie, bedoeld in artikel 7 van het decreet van 16 juni 1981, tot inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers, hierna « het decreet » genoemd, wordt onder de volgende voorwaarden toegekend :

1° de aanvrager mag geen handelsvennootschap zijn;

2° de werken mogen slechts betrekking hebben op de uitrusting of de verbouwing van de bestaande gebouwen met het oog op de inrichting aldaar van de verblijven vermeld in artikel 1 van het decreet of op hun modernisering;

3° de werken moeten begonnen zijn na de 1e januari van het jaar van de aanvraag en beëindigd zijn uiterlijk op het einde van het volgende jaar;

4° de kostprijs van de werken mag niet minder dan 50 000 frank bedragen;

5° de aanvrager verbindt er zich, op het ogenblik van zijn aanvraag, schriftelijk toe de machtiging, bedoeld in artikel 2 van het decreet, voor zover hij ze nog niet verkregen heeft, aan te vragen, die overeenstemt met het verblijfstype waarvoor de premie zal toegekend worden. De machtigingsaanvraag dient uiterlijk bij de voltooiing der werken ingediend te worden.

§ 2. De premie mag niet voor de aankoop van een gebouw worden toegekend.

§ 3. Indien de werken reeds door het Rijk, de Gemeenschap of het Gewest gesubsidieerd werden, wordt de premie niet toegekend.

Art. 2. De premie-aanvraag wordt in dubbel exemplaar geadresseerd aan de minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft.

Zij is met redenen omkleed en vergezeld van al de nuttige documenten en inlichtingen, inzonderheid van een ontwerp van kostenraming met de beschrijving van de werken, de eenheids-

prijzen van de materialen, alsook, in voorkomend geval, een omstandig plan van de werken en een voor eenzaluidend verklaarde kopie van de bouwvergunning.

Art. 3. § 1. De premie bedraagt 25 pct. van de kostprijs van de werken en ten hoogste 200 000 frank per landelijk verblijf, verblijf op de boerderij of gemeubileerde vakantiewoning en 50 000 frank per gastkamer.

§ 2. De premie wordt uitbetaald :

— aan de eigenaar of aan de erfpachter, die persoonlijk het gebouw bewoont;

— aan de landbouwer-huurder, op de voorwaarde dat hij zelf de kosten van de werken draagt en dat hij zich verbindt het goed voor die bestemming te behouden gedurende negen jaar, vanaf 1 januari van het jaar van betaling van de premie.

§ 3. De premie wordt pas uitbetaald na de beëindiging van de werken en op voorlegging van de stukken ter rechtvaardiging van de uitgaven.

Zij mag niet worden uitbetaald vooraleer de rechthebbende de machtiging, bedoeld in artikel 1, § 1, 5°, verkregen heeft.

Art. 4. De houder van de machtiging, bedoeld in artikel 1, § 1, 5°, moet de premie terugbetalen :

— wanneer hij zonder de toelating van de minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, de bestemming van de uitrusting of verbouwde lokalen wijzigt;

— wanneer hij afziet van de in artikel 1, § 1, 5°, bedoelde machtiging of wanneer deze definitief wordt ingetrokken.

Alinea 1 is alleen van toepassing als de verandering van bestemming, het afzien van de machtiging of de definitieve intrekking ervan gebeuren binnen een termijn van vijftien jaar, die aanvangt op 1 januari van het jaar van betaling van de premie. De termijn bedraagt slechts negen jaar voor de verblijven op de boerderij en voor de op de boerderij gevestigde gastkamers.

De begunstigde van de premie is ertoe gehouden een verbin-
tenis aan te gaan volgens het als bijlage bij dit besluit gevoegde model.

Art. 5. De persoon, die om de toekenning van een premie verzoekt, geeft daardoor de minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, de toelating ter plaatse de nodige controles te laten uitvoeren.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 1982.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

Bijlage

Model van de verbintenis aan te gaan door de begunstigde van een premie met het oog op de oprichting en/of de modernisering van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers

De ondergetekende

 verklaart te hebben ontvangen van de Franse Gemeenschap

 als tussenkomst in de uitgaven voor

en hij/zij bevestigt kennis te hebben genomen van al de bepalingen van het decreet van 16 juni 1961 tot inrichting van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers (1), van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1962 betreffende de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1962 betreffende de premies toegekend met het oog op de oprichting of de modernisering van landelijke verblijven, verblijven op de boerderij, gemeubileerde vakantiewoningen en gastkamers in bestaande gebouwen.

Hij (zij) verbindt er zich dan ook toe de ontvangen premie terug te betalen indien, behalve bij toelating van de Minister die het toerisme in zijn bevoegdheid heeft, de bestemming van de uitrustings- of verbouwingswerken niet tot op 31 december 19... behouden blijft.

Hij (zij) verbindt er zich eveneens toe het bedrag van de premie terug te betalen indien hij (zij) vóór de bovenvermelde datum afziet van de machtiging waarin in artikel 2 van het decreet van 16 juni 1961 voorziet of indien deze machtiging, overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1962 betreffende de landelijke verblijven, de verblijven op de boerderij, de gemeubileerde vakantiewoningen en de gastkamers, definitief is ingetrokken.

Gedaan te ...

(Handtekening)

(1) Belgisch Staatsblad van 11 juli 1961, blz. 8897 en 8898.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 12 juli 1962.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 16 juli 1962, zijn benoemd tot klerk-secretaris :

— bij het parket van het Arbeidshof te Luik, de heer Pruvot, A., eersstaanwend klerk-secretaris bij het parket van de Arbeidsauditeur te Aarlen, Marche-en-Famenne en Neufchâteau;

— bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Verviers, Mevr. Delège, A., echtg. Désirotte, opsteller bij de griffie van die rechtbank.

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1962 is benoemd tot klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Bergen, de heer Piret, P., eersstaanwend opsteller bij dit parket.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen
Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1962 wordt de heer Warnimont, F.E., gewestelijk directeur ter beschikking gesteld van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie te Brussel - directie B, benoemd tot hypotheekbewaarder te Luik, 3de kantoor, op datum van 1 januari 1963.

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1962 wordt de heer Deboelpaep, E.P., ontvanger A der registratie te Dendermonde, 1e kantoor, benoemd tot hypotheekbewaarder te Veurne, op datum van 1 oktober 1962.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 16 juillet 1962, sont nommés commis-secretaire :

— au parquet de la Cour du travail de Liège, M. Pruvot, A., commis-secretaire principal au parquet de l'Auditeur du travail d'Arion, Marche-en-Famenne et Neufchâteau;

— au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Verviers, Mme Delège, A., épouse Désirotte, rédacteur au greffe de ce tribunal.

Par arrêté royal du 20 juillet 1962 est nommé commis-secretaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Mons, M. Piret, P., rédacteur principal à ce parquet.

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines
Nominations

Par arrêté royal du 6 juillet 1962, M. Warnimont, F.E., directeur régional mis à la disposition de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts à Bruxelles - direction B, est nommé conservateur des hypothèques à Liège, 3e bureau, à la date du 1er janvier 1963.

Par arrêté royal du 6 juillet 1962, M. Deboelpaep, E.P., receveur A de l'enregistrement à Termonde, 1er bureau, est nommé conservateur des hypothèques à Furnes, à la date du 1er octobre 1962.